

Discours inaugural : des organisations demandent le maintien des cibles de réduction des GES

Montréal, le 27 novembre 2018 - À la veille du discours inaugural de la 42^e législature québécoise, plusieurs personnes et organisations des milieux scientifique, économique, environnemental et syndical souhaitent rappeler le très large consensus derrière les cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) adoptées par le Québec pour 2020 et 2030. Les soussignés encouragent le gouvernement Legault à maintenir le cap à cet égard.

Les signataires rappellent que la cible de réduction de GES de 20 % sous les niveaux de 1990 pour 2020 a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 2009 et qu'elle est reflétée dans les cibles d'émission établies dans la réglementation du marché du carbone avec la Californie. Elle constitue un des éléments fondamentaux de l'architecture de la lutte contre les changements climatiques au Québec.

Quant à la cible de 37,5 % sous les niveaux de 1990 pour 2030, elle a été adoptée sur recommandation du Comité conseil sur les changements climatiques regroupant des représentants des secteurs industriel, municipal, écologiste et scientifique. Cette cible fait toujours l'objet d'un large consensus et a servi de fondement à la Politique énergétique 2030 du Québec et à la Politique de mobilité durable faisant elles aussi l'objet d'un large consensus.

Rappelons également que le récent *Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C* recommande une réduction de 45 % des émissions mondiales de GES en 2030 (sous le niveau de 2010) pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, ce qui implique que l'ensemble des États de la planète devront revoir à la hausse leurs ambitions au cours des prochaines années. Dans la foulée de la publication de ce rapport du GIEC, le gouvernement fédéral a pour la première fois **mentionné** qu'il a l'intention d'adopter des « cibles plus ambitieuses ».

Les signataires rappellent finalement que le Québec et les entreprises québécoises atteindront la cible de 2020 à moindre coût par le biais du marché du carbone que le Québec a créé avec la Californie. La participation à ce marché combinée à des efforts importants sur le plan interne, notamment dans le secteur des transports, permettront au Québec d'atteindre ses objectifs climatiques tout en connaissant une croissance économique soutenue.

Signataires :

Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie, Greenpeace Canada

Serge Cadieux, secrétaire général de la FTQ

Dominic Champagne, Pacte pour la Transition

Audrey Depault, directrice nationale, Projet de la réalité climatique Canada

Christian Daigle, président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)

Catherine Gauthier, directrice générale chez ENvironnement JEUnesse

Steven Guilbeault, écologiste

Anne-Céline Guyon, Front commun pour la transition énergétique

Karel Mayrand, directeur général pour le Québec, Fondation David Suzuki, Co-président de Switch - l'Alliance pour une économie verte.

Vincent Moreau, directeur général, Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)

Pierre Patry, trésorier de la CSN

François Pépin, président, Trajectoire

Sidney Ribaux, directeur général, Équiterre

Louis-Joseph Saucier, Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

Christian Savard, directeur général, Vivre en Ville

- 30 -

Contact :

Diego Creimer, affaires publiques et communications, Fondation David Suzuki 514-999-6743

dcreimer@davidsuzuki.org